

ACCORD D'ETABLISSEMENT

PERSONNELS CHARGÉS DE L'ANIMATION PSYCHOPÉDAGOGIQUE DE L'ASSISTANCE PSYCHOPÉDAGOGIQUE ET DE LA FORMATION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

LA DIRECTRICE DIOCESAINE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE,

Madame Karen CAZEAU

AGISSANT EN VERTU DES POUVOIRS QUI LUI ONT ÉTÉ DÉLEGUÉS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE (CAEC),

D'une part,

ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES SUIVANTES :

| | |
|--------------------------|---|
| – S.D.C.E.C. | représenté par : Thierry KADOOKA |
| – S.E.P. – C.G.C. | représenté par : Jordane LEFEBVRE |
| – SYpSTEP | représenté par : André BUFFIN |
| – U.S.T.K.E. | représenté par : Jean Michel HOVEUREUX |

D'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| TITRE I | 4 |
| DISPOSITIONS GENERALES | 4 |
| ART. 1.1 – OBJET DE L'ACCORD | 4 |
| ART. 1.1 – CATEGORIES DE PERSONNELS | 4 |
| ART. 1.1 – LIBERTE SYNDICALE | 4 |
| ART. 1.1 – CARACTERE PROPRE ET PROJET EDUCATIF..... | 4 |
| TITRE II..... | 5 |
| LES CATEGORIES ET LES MISSIONS..... | 5 |
| I / L'ANIMATEUR-FORMATEUR | 5 |
| ART. 2.11 – LA CATEGORIE PROFESSIONNELLE DE L'ANIMATEUR-FORMATEUR | 5 |
| ART. 2.12 – LES MISSIONS DE L'ANIMATEUR-FORMATEUR..... | 5 |
| II / LE PSYCHOLOGUE DE L'EDUCATION | 7 |
| ART. 2.21 – LA CATEGORIE PROFESSIONNELLE DU PSYCHOLOGUE DE L'EDUCATION | 7 |
| ART. 2.22 – LES MISSIONS DU PSYCHOLOGUE DE L'EDUCATION | 7 |
| III / LE COORDONNATEUR(TRICE) DE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL | 8 |
| ART. 2.31 – LA CATEGORIE PROFESSIONNELLE DU COORDONNATEUR DE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL | 8 |
| ART. 2.32 – LES MISSIONS DU COORDONNATEUR DE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL | 8 |
| TITRE III | 9 |
| DISPOSITIONS COMMUNES | 9 |
| I / ENGAGEMENT | 9 |
| ART. 3.11 – RECRUTEMENT..... | 9 |
| ART. 3.12 – ETABLISSEMENT DU CONTRAT | 9 |
| ART. 3.13 – LETTRE DE MISSION | 9 |
| ART. 3.14 – DUREE ET ETENDUE DU SERVICE | 9 |
| ART. 3.15 – DISCIPLINE..... | 10 |
| ART. 3.16 – REGIME COMPLEMENTAIRE..... | 10 |
| ART. 3.17 – FORMATION CONTINUE..... | 10 |
| ART. 3.18 – MOUVEMENT..... | 11 |
| ART. 3.19 – RETRAITE | 11 |
| II / ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT | 12 |
| ART. 3.21 – ORGANISATION DU DEPARTEMENT DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION | 12 |
| ART. 3.22 – ORGANISATION DES POLES | 12 |
| ART. 3.23 – ORGANISATION DES SECTEURS..... | 12 |
| ART. 3.24 – DOSSIERS INSTITUTIONNELS..... | 12 |
| ART. 3.25 – ASSEMBLEES PLENIERES DES PSYCHOLOGUES ET ANIMATEURS-FORMATEURS..... | 13 |
| ART. 3.26 – ASSEMBLEES PLENIERES DES PERSONNELS DE DIRECTION..... | 13 |
| ART. 3.27 – BILAN D'ACTIVITE | 13 |
| III / CONGES – MALADIE – ACCIDENT DU TRAVAIL - MATERNITE | 13 |
| ART. 3.31 – CONGES | 13 |
| ART. 3.32 – MALADIE | 14 |
| ART. 3.33 – ACCIDENT DU TRAVAIL | 14 |
| ART. 3.34 – MATERNITE | 14 |
| IV / TRAITEMENT | 14 |
| ART. 3.41 – ELEMENTS..... | 14 |
| ART. 3.42 – INDEMNITE COMPLEMENTAIRE..... | 14 |
| ART. 3.43 – ANCIENNETE | 14 |
| ART. 3.44 – FRAIS PROFESSIONNELS..... | 15 |
| TITRE IV | 16 |
| APPLICATION DE L'ACCORD..... | 16 |
| ART. 4.1 – DUREE DE L'ACCORD | 16 |
| ART. 4.2 – MESURES TRANSITOIRES..... | 16 |
| ART. 4.3 – REVISION ET DENONCIATION..... | 16 |
| ART. 4.4 – FORMALITE DE DEPOT | 17 |
| ANNEXES | 18 |
| ANNEXE 1 – GRILLE INDEMNITAIRE DES PSYCHOLOGUES DE L'EDUCATION A LA DDEC | 18 |

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1.1 – Objet de l'accord

Le présent accord annule et remplace tout accord collectif ou avenant de même nature ou ayant le même objet. Il règle en Nouvelle-Calédonie les rapports entre :

- La Direction diocésaine de l'Enseignement Catholique (DDEC), représentée par sa Directrice diocésaine agissant au nom du Conseil d'Administration de l'Enseignement catholique (CAEC) ayant qualité d'autorité hiérarchique pour les personnels enseignants et assimilés sous régime du contrat d'association et sous contrat privé rattachés au Département de l'éducation et de la formation ;
et
- Les personnes physiques dont les fonctions sont définies au titre 2.

Il est destiné à préciser les droits et les devoirs des parties contractantes, notamment en ce qui concerne :

- La liberté syndicale,
- Les missions structurelles et particulières portées au sein de l'Enseignement Catholique,
- Les règles professionnelles et les modalités de l'accomplissement de leur fonction.

Art. 1.1 – Catégories de personnels

Les personnels concernés par cet accord sont :

- Les animateurs-formateurs
- Les psychologues de l'éducation
- Les coordonnateurs de dispositifs institutionnels

Ces différentes catégories de personnels sont désignées sous le vocable « le personnel concerné ».

Art. 1.1 – Liberté syndicale

Conformément aux dispositions de la législation en vigueur, les parties contractantes reconnaissent le droit pour toutes les catégories de personnels concernées d'adhérer ou non à un syndicat de la profession constitué dans le respect des dispositions du droit du travail de la Nouvelle-Calédonie.

La Direction diocésaine de l'Enseignement Catholique, ainsi que toutes les personnes recevant délégation de pouvoir de la DDEC s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou non à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne notamment l'engagement, la conduite, la répartition du travail, la mutation ou le déroulement de la carrière.

Le personnel concerné s'engage de son côté à respecter la liberté syndicale de ses collègues.

Art. 1.1 – Caractère propre et projet éducatif

Les établissements de l'Enseignement catholique de Nouvelle-Calédonie ont un caractère propre. Ce caractère propre est exprimé à travers l'Arche Nouvelle et le Projet Educatif de l'Enseignement Catholique. Dans les structures rattachées à la DDEC, il est précisé à travers les Projets d'établissement.

Chaque personnel concerné s'engage à respecter les principes découlant de ce caractère propre.

Toutefois sa mise en œuvre ne peut se faire que dans le strict respect des convictions philosophiques, culturelles et religieuses de chacun.

TITRE II

LES CATÉGORIES ET LES MISSIONS

I / L'animateur-formateur

Art. 2.11 – La catégorie professionnelle de l'animateur-formateur

L'animateur-formateur du 1^{er} et 2nd degré est un personnel enseignant agréé ou contractuel en délégation auxiliaire, installé « hors la classe ». Il est mis à disposition de la DDEC et rémunéré par le Vice-Rectorat dans le cadre des moyens délégués annuellement.

Le support budgétaire et l'appartenance d'origine du personnel déterminera le rattachement à la catégorie des enseignants du primaire ou du secondaire.

Art. 2.12 – Les missions de l'animateur-formateur

Les missions de l'animateur-formateur s'organisent entre des missions structurelles et des missions liées aux orientations stratégiques de la DDEC.

Par missions structurelles, on entend tout un ensemble d'activités effectuées depuis de nombreuses années au sein du Département de l'Education et de la Formation et dont la disparition n'est pas possible.

Les orientations stratégiques sont liées, elles, aux besoins tels qu'ils peuvent ressortir des analyses effectuées par les équipes du Département de l'Education et de la Formation, par les directeurs(trices) mais aussi au travers de divers constats sur lesquels s'appuient les grandes orientations ministérielles, nationales ou relatives au contexte local. Ces orientations appellent donc des efforts particuliers, limités dans le temps.

Les missions structurelles communes à chaque animateur-formateur s'articulent autour de 5 domaines détaillés ci-après :

1- L'accompagnement, le conseil et l'assistance auprès des chefs d'établissements et de leurs équipes :

- Favoriser l'émergence des besoins par l'observation, l'écoute, l'analyse fine des attentes exprimées par les intéressés (chefs d'établissement et leurs équipes) ;
- Créer des synergies au sein des équipes pour plus de cohérence et d'efficacité ;
- Aider à la construction des réponses, à leur formalisation afin que les actions soient lisibles et visibles par tous les membres de la communauté ;
- Intégrer les actions aux orientations stratégiques de l'Institution ;
- S'assurer qu'une régulation, une évaluation des divers projets est prévue et réalisée à terme ;
- Participer à l'élaboration des projets d'établissement.

2- Suivi des structures spécialisées et des dispositifs adaptés :

- Améliorer l'accueil et le suivi des élèves dans les SEGPA, ULIS, ULIS PRO ;
- S'assurer que tous les élèves de ces structures ou dispositifs bénéficient d'une orientation soit vers un CAP post 3ème, soit vers une orientation professionnelle en rapport avec leurs possibilités ;
- Privilégier, dans les établissements du 1er degré, la mise en place de dispositifs/classes permettant une meilleure prise en charge dans la durée ;
- Articuler les actions aux orientations stratégiques de l'Institution ;
- Doter les équipes enseignantes de compétences renforcées en matière de différenciation pédagogique, de compréhension de la difficulté scolaire et du handicap.

3- Orientation et affectation des élèves :

- Développer un plan d'actions, notamment au travers des professeurs principaux et des chefs d'établissement, visant une véritable éducation au choix dans les établissements ;
- Institutionnaliser fortement les rencontres parents/enseignants à tous les niveaux (établissements, secteurs, système éducatif global) ;
- Faire en sorte qu'aucun élève issu de l'Enseignement Catholique ne soit laissé sans proposition de poursuite d'études ou le cas échéant de formations extrascolaires ;
- Articuler les actions aux orientations stratégiques de l'Institution ;
- Promouvoir toutes formules d'informations du type carrefour des métiers afin de permettre des choix éclairés des familles et des élèves ;
- Elaborer un bilan annuel de l'orientation au niveau institutionnel suite aux affectations.

4- Formation et suivi des enseignants nouvellement recrutés au 1er et 2nd degré :

- Organiser un accueil des nouveaux recrutés dans chaque établissement ;
- Proposer et animer les actions de formation en direction des personnels présents au sein des communautés éducatives en particulier travers le plan de formation proposé par l'APEP ;
- Renforcer les dispositifs de formation au niveau de l'Institution ;
- Renforcer les accompagnements, le suivi à travers des visites régulières, fréquentes et approfondies.

5- Observatoire du système éducatif

- Elaborer les documents et outils d'analyse ;
- Collecter l'information et renseigner les bases de données sur le suivi des élèves pour permettre aux décideurs d'en saisir les éléments essentiels afin de réfléchir et de mettre en œuvre avec les équipes, les dispositifs d'aides ou d'accompagnement des élèves ;
- Analyser les données et dégager des perspectives et des priorités ;
- Proposer les indicateurs et outils de pilotage à diffuser aux établissements et aux équipes ;
- Participer à l'élaboration et à la réécriture du Projet Educatif diocésain.

II / Le psychologue de l'éducation

Art. 2.21 – La catégorie professionnelle du psychologue de l'éducation

Le psychologue de l'éducation est un personnel contractuel en délégation auxiliaire installé « hors la classe ». Il est mis à disposition de la DDEC et rémunéré par le Vice-Rectorat dans le cadre des moyens délégués annuellement.

Le psychologue de l'éducation relève de la catégorie professionnelle des Cadres.

Art. 2.22 – Les missions du psychologue de l'éducation

Le psychologue de l'éducation repère et accompagne les élèves en souffrance psychologique, en difficulté d'apprentissage, en situation de handicap ou impacté par une situation de crise au sein de l'établissement. Il mobilise son expertise spécifique pour participer à l'observation, à l'analyse de la situation et à la définition des aides nécessaires.

En concertation privilégiée avec le chef d'établissement, qu'il rencontre lors de chacune de ses interventions dans l'établissement, le psychologue de l'éducation occupe une place charnière entre les élèves, les parents, les enseignants, l'Institution et les partenaires extérieurs à l'Ecole.

Dans les établissements scolaires et les structures rattachées du 1^{er} et du 2nd degré, le psychologue de l'éducation :

- Assure un accompagnement visant à la réussite et à l'épanouissement des publics dont il a la charge ;
- Etudie la situation des élèves nécessitant une attention particulière et approfondie, rencontrant des difficultés et/ou en situation de handicap ;
- A l'aide des outils proposés par l'Institution ou des outils personnels, conduit des entretiens permettant l'analyse de situation dont l'objectif est de mieux définir les besoins des publics dont il a la charge ;
- Réalise les bilans psychométriques pour éclairer les problématiques soulevées (première demande d'étude de dossier ou de situation de handicap, renouvellement de taux de handicap, orientations et réorientations vers les dispositifs spécialisés (SEPGA, ULIS, ULIS PRO) ;
- Apporte une expertise aux différentes instances : Commission des jeunes enfants et des jeunes handicapés (CEJH), Commission du Second degré pour l'adaptation scolaire et le handicap (CSD-ASH), Commission de circonscription de l'enseignement primaire (CCEP) ;
- Accompagne les élèves scolarisés au sein des dispositifs spécialisés en partenariat avec les équipes pédagogiques et éducatives ;
- Elabore et construit des modalités de suivi psychologique adaptées et contribue à la conception des réponses pédagogiques ;
- Participe aux équipes de suivi de la scolarisation, à l'élaboration et au suivi des projets personnalisés de scolarisation des élèves en situation de handicap lorsque cela est possible ;
- Peut être amené à réaliser les temps d'écoute et d'accompagnement des élèves en difficulté en concertation avec les équipes éducatives et peut aider à la rédaction des informations signalantes ;
- Apporte un soutien aux élèves et aux équipes pédagogiques et éducatives en situation de crise, particulièrement en cas d'impact sur la communauté éducative ;
- Travaille en coordination avec les professionnels des services médico-sociaux-éducatifs ;
- Propose et anime les actions de formation en direction des personnels présents au sein des communautés éducatives en particulier au travers du plan de formation proposé par l'APEP.

De manière spécifique aux établissements du 1^{er} degré :

- Le psychologue de l'éducation apporte au sein des Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) son aide à l'analyse des situations particulières, en liaison étroite avec les familles et les enseignants. Il appuie ses investigations par l'utilisation d'outils et de méthodes spécifiques et adaptés à la situation de chaque élève.
- Il participe à la prévention, aide au repérage et à l'analyse des situations d'élève à besoin éducatif particulier, il participe aux investigations spécifiques autour des situations individuelles des élèves en grande difficulté.

III / Le coordonnateur(trice) de dispositif institutionnel

Art. 2.31 – La catégorie professionnelle du coordonnateur de dispositif institutionnel

Le coordonnateur de dispositif institutionnel est un personnel chargé d'une mission par la Direction diocésaine de l'Enseignement catholique. En fonction de la mission donnée, le coordonnateur pourra appartenir à la catégorie des personnels enseignants et assimilés ou à des personnels de droit privé dont la DDEC est l'employeur.

Art. 2.32 – Les missions du coordonnateur de dispositif institutionnel

Les missions du coordonnateur sont en lien avec le dispositif institutionnel qui est accompagné, elles sont définies et validées par la DDEC et font l'objet d'une lettre de mission qui peut être modifiée par avenant.

TITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES

I / Engagement

Art. 3.11 – Recrutement

Le recrutement sur un support d'animateur-formateur ou de psychologue de l'éducation fait l'objet d'un appel à candidature sur un poste à profil d'une durée minimale de 15 jours calendaires. Il est diffusé par les circuits de communication habituels, en interne et au besoin, en externe en fonction de la mission qui est portée.

Pour les candidatures des personnels non agréés retenues, une demande d'accord préalable sera transmise aux services du Vice-Rectorat pour autorisation de mise en poste.

Le support précédemment occupé par les personnels titulaires d'un agrément d'enseignement qui seront recrutés sur un support d'animateur-formateur, sera gelé une année. Il sera possible à la demande de la DDEC ou de l'intéressé de renouveler cette disposition une fois.

Art. 3.12 – Etablissement du contrat

Au regard des moyens délégués lors du dialogue de gestion annuel, sur proposition de la DDEC, les animateurs-formateurs et les psychologues de l'éducation bénéficient d'un contrat établi par le Vice-Rectorat dont les dispositions et la durée pourront varier en fonction du statut de chaque personnel.

Art. 3.13 – Lettre de mission

Dans le cadre de leur affectation à la DDEC, les personnels concernés reçoivent une lettre mission qui rappelle les missions structurelles attendues, qui détermine le(s) dossier(s) institutionnels porté(s) et qui précise les indicateurs de performance attendus.

Art. 3.14 – Durée et étendue du service

Les personnels concernés, de par leurs missions étendues bénéficient d'une organisation de leur travail adaptée dont la durée moyenne hebdomadaire ne pourra excéder trente-neuf heures par semaine pour un emploi à temps complet.

Ce temps de service s'effectue au Département de l'Education et de la Formation. Il tient compte des nécessités de la documentation, de la préparation et de l'exploitation des interventions. Les personnels concernés peuvent être amenés à travailler en dehors des heures habituelles de service pour assurer des réunions d'information, des formations, pour participer aux conseils de classe à la demande des chefs d'établissement et avec l'accord du chef de Département de l'Education et de la Formation ou à une cellule de gestion de crise mobilisée par la Directrice diocésaine.

Ils pourront être amenés à se déplacer sur l'ensemble du territoire de la Nouvelle-Calédonie. En début de chaque période, un calendrier prévisionnel des interventions et des déplacements sera soumis à validation de la Directrice diocésaine ou de son représentant. Celui-ci tiendra d'ordre de mission.

Les déplacements professionnels sont inclus dans le temps de travail hebdomadaire. Leur organisation est encadrée par une note de service publiée annuellement.

Pour les déplacements et les journées dans les établissements dont la durée se prolonge au-delà des heures habituelles de service, les personnels concernés auront la possibilité d'organiser une récupération du temps supplémentaire d'activité qui aura été réalisé. Ils informeront par écrit l'Adjoint(e) à la Directrice diocésaine en charge de la politique pédagogique, éducative et de la formation du 1^{er} et du 2nd degré, des conditions dans lesquelles ce temps de récupération sera effectué.

Art. 3.15 – Discipline

Les personnels concernés sont tenus de respecter le règlement intérieur de la DDEC et les règlements particuliers des établissements où ils interviennent. Ils conservent par leur attitude et leurs mœurs le comportement exigé par leur fonction.

En cas de faute professionnelle et/ou manquement à la discipline, les parties se réfèrent aux règles en vigueur propres à chaque catégorie de personnel concernée par le présent accord.

Art. 3.16 – Régime complémentaire

Lorsqu'ils sont affectés au Département de l'Education et de la Formation, les personnels concernés bénéficient du régime collectif d'assurance maladie complémentaire souscrit par la DDEC auprès de la mutuelle des fonctionnaires.

A leur prise de fonction, ils indiquent les ayants droits directs (époux(se), concubin(ne), enfant(s)) qu'ils souhaitent faire adhérer sous leur identifiant.

Art. 3.17 – Formation continue

Les personnels concernés, bénéficient du plan de formation annuel proposé par l'APEP. Pour les coordonnateurs des dispositifs institutionnels, s'ils n'appartiennent pas à la catégorie des personnels enseignants ou assimilés, ils bénéficient du plan de formation triennal proposé par la DDEC.

La DDEC pourra proposer aux animateurs-formateurs une Formation qualifiante reconnue au Répertoire National des Certifications Professionnelles (R.N.C.P) en lien avec le Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en métropole (S.G.E.C). La personne formée devra à l'issue de sa formation, en retour s'engager au sein du Département de l'Education et de la formation pendant une durée minimum de 3 ans.

Art. 3.18 – Mouvement

Les personnels concernés, qui souhaitent cesser leur fonction au Département de l'Education et de la Formation se réfèrent à l'accord sur le mouvement des personnels en fonction de leur catégorie d'appartenance et de leur ancienneté dans la fonction, des points supplémentaires peuvent être accordés à leur barème.

Art. 3.19 – Retraite

Les conditions de mise à la retraite des personnels concernés sont définies au regard de leur catégorie d'appartenance. Les modalités de demande sont publiées annuellement par note de service.

II / Organisation et fonctionnement

Art. 3.21 – Organisation du Département de l'Education et de la Formation

De par leur affectation au Département de l'Education et de la Formation, les personnels concernés reconnaissent et acceptent le fait que l'organisation du service puisse être soumise à évolution en fonction des orientations stratégiques et des priorités institutionnelles qui sont présentées chaque année. L'Adjoint(e) à la Directrice diocésaine en charge de la politique pédagogique, éducative et de la formation du 1^{er} et du 2nd degré a la responsabilité d'organiser ce fonctionnement et en assure la présentation lors de la première A.P.P.A.F.

Art. 3.22 – Organisation des pôles

Les activités et les compétences des personnels concernés sont mises en commun autour des pôles dont l'objet principal est de favoriser la collaboration et l'efficacité du travail.

Chaque pôle est animé par un animateur formateur ; les membres du pôle doivent travailler en étroite collaboration, en partageant leurs connaissances et en s'entraidant mutuellement pour atteindre les objectifs communs. La coopération et le partage des idées sont encouragés afin de favoriser l'innovation et l'amélioration continue de l'accompagnement et des outils qui sont proposés aux équipes éducatives.

Art. 3.23 – Organisation des secteurs

Pour accompagner les besoins des établissements et des équipes, une organisation en secteur géographique des personnels concernés est mise en place par l'Adjoint(e) à la Directrice diocésaine en charge de la politique pédagogique, éducative et de la formation du 1^{er} et du 2nd degré.

Chaque secteur a un pilote qui coordonne les actions mises en place sur le terrain. C'est un référent pour les établissements concernés mais également pour l'Adjoint(e) à la Directrice diocésaine en charge de la politique pédagogique, éducative et de la formation du 1^{er} et du 2nd degré.

Chaque secteur regroupe plusieurs animateurs-formateurs, psychologues de l'éducation issus du 1^{er} et du 2nd degré. Selon les priorités institutionnelles, et les besoins d'accompagnement, le nombre de personnels concernés qui participe à l'animation du secteur, est déterminé par l'Adjoint(e) à la Directrice diocésaine en charge de la politique pédagogique, éducative et de la formation du 1^{er} et du 2nd degré.

Art. 3.24 – Dossiers institutionnels

Au regard des profils et des compétences de chacun, les personnels concernés, en complément des missions structurelles qu'ils assurent, peuvent être amenés à piloter un ou plusieurs dossier(s) institutionnel(s).

Pour chaque dossier, les personnels concernés proposeront à la validation de la Directrice diocésaine ou de son représentant, un plan d'action comportant à minima les enjeux, les objectifs, les modalités d'action, un calendrier et des indicateurs d'évaluation.

Annuellement, un état des lieux sera réalisé par les personnels concernés et présenté à l'Adjoint(e) à la Directrice diocésaine en charge de la politique pédagogique, éducative et de la formation du 1^{er} et du 2nd degré. Tout ou partie de cette production pourra être utilisée par la DDEC dans le cadre de ses besoins stratégiques.

Art. 3.25 – Assemblées plénières des psychologues et animateurs-formateurs

Les personnels concernés participent à l'ensemble des assemblées plénières des psychologues et animateurs-formateurs (A.P.P.A.F) qui sont planifiées annuellement et inscrites au calendrier institutionnel de la DDEC.

Le déroulement des A.P.P.A.F est modulable selon les besoins recensés. L'ordre du jour est arrêté par l'Adjoint(e) à la Directrice diocésaine en charge de la politique pédagogique, éducative et de la formation du 1^{er} et du 2nd degré.

Art. 3.26 – Assemblées plénières des personnels de direction

Les personnels concernés, peuvent être sollicités pour participer aux assemblées plénières des personnels de direction (A.P.P.D)

Les modalités de leur intervention seront déterminées en fonction de l'ordre du jour qui est arrêté par la Directrice diocésaine.

Art. 3.27 – Bilan d'activité

Les personnels concernés transmettront deux fois par an (mi-juin et mi-décembre), un bilan écrit de leurs interventions. Annuellement, ils rédigent un bilan d'activité qui est transmis l'Adjoint(e) à la Directrice diocésaine en charge de la politique pédagogique, éducative et de la formation du 1^{er} et du 2nd degré.

Un entretien annuel avec la Directrice diocésaine ou son représentant permet d'échanger sur les missions structurelles réalisées et sur les orientations institutionnelles développées. Ce temps d'échange permet aussi de définir les priorités de l'année suivante.

III / Congés – Maladie – Accident du travail - Maternité

Art. 3.31 – Congés

Les personnels concernés bénéficient des congés réglementairement prévus par leur catégorie d'appartenance.

L'organisation particulière du Département de l'Education et de la Formation, induit la prise en compte de huit jours où la prise de congés sera impossible.

Avant le 31 Août de l'année N-1, l'Adjoint(e) à la Directrice diocésaine en charge de la politique pédagogique, éducative et de la formation du 1^{er} et du 2nd degré communiquera aux personnels concernés la planification des jours où la prise de congés ne sera pas possible pour l'année suivante.

Art. 3.32 – Maladie

Les personnels concernés bénéficient des droits à la maladie règlementairement prévus par leur catégorie d'appartenance.

Art. 3.33 – Accident du travail

Les personnels concernés sont pris en charge au titre des accidents de travail en fonction des droits règlementairement prévus par leur catégorie d'appartenance.

Art. 3.34 – Maternité

Les personnels concernés bénéficient des congés de maternité règlementairement prévus par leur catégorie d'appartenance.

IV / Traitement

Art. 3.41 – Eléments

Pour les animateurs formateurs et les psychologues de l'éducation, le traitement mensuel est assuré par le Vice-Rectorat conformément au grade et à l'échelon contractuellement fixé.

Pour les personnels de droit privé, le traitement mensuel est assuré par la DDEC en référence à leur convention collective et conformément au grade à l'échelon contractuellement fixé.

Art. 3.42 – Indemnité complémentaire

Les animateurs-formateurs affectés au département de l'Education et de la Formation bénéficient d'une indemnité complémentaire forfaitaire de 66 points d'INM. Cette indemnisation bénéficie de l'indice de correction prévu pour les personnels exerçant à Nouméa.

Pour les personnels concernés dont l'expertise est reconnue pour porter un dossier institutionnel, une indemnité supplémentaire pourra être accordée par la Directrice diocésaine qui en fixera aussi la durée.

Les psychologues de l'éducation affectés au département de l'Education et de la Formation bénéficient d'une indemnité de fonction forfaitaire de 33 points d'INM.

Au début de la sixième année d'ancienneté à la DDEC, cette indemnité forfaitaire sera portée à 50 points d'INM, puis au début de onzième année, elle sera augmentée à 66 points d'INM.

Elle est augmentée par une indemnité complémentaire qui est obtenue par la différence de point d'INM entre la grille des maitres auxiliaires de 1^{ère} catégorie et la grille des psychologues de l'éducation nationale de la classe normale.

L'évolution de cette indemnité complémentaire se fait à l'ancienneté de la grille des maitres auxiliaires.

Cette indemnisation bénéficie de l'indice de correction prévu pour les personnels exerçant à Nouméa. La grille indemnitaire est annexée au présent accord.

Ces indemnités sont versées mensuellement par la DDEC qui en assume la charge financière.

Art. 3.43 – Ancienneté

L'ancienneté prise en compte pour la détermination de l'indemnité complémentaire des psychologues de l'éducation est celle passée dans la fonction à la DDEC. Les services accomplis dans une autre fonction ou dans un autre organisme ne sont pas repris.

Art. 3.44 – Frais professionnels

Pour couvrir les frais téléphoniques professionnels la DDEC souscrira pour les personnels concernés un abonnement téléphonique sur sa flotte mobile de type M 5Go comprenant l'accès à la téléphonie et à l'internet 4G.

Pour les personnels concernés qui n'auraient pas la possibilité d'utiliser cet abonnement professionnel sur leur téléphone et qui en feraient la demande par écrit, une indemnité forfaitaire 30 000 FCFP qui sera versé annuellement en Décembre.

Les autres frais professionnels, pourront être remboursés sur justificatif, par note de frais après validation préalable de leur engagement par la Directrice diocésaine ou son représentant conformément à la note de service relative aux frais de déplacement et d'hébergement, actualisée chaque année.

TITRE IV

APPLICATION DE L'ACCORD

Art. 4.1 – Durée de l'accord

Le présent accord prend effet à compter de sa signature et vaut pour une durée indéterminée. Il sera publié par note de service dès sa signature.

Art. 4.2 – Mesures transitoires

Pour les personnels concernés dont l'indemnisation au 1^{er} février 2023 est, supérieure à l'indemnisation calculée par la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 3.42, une période transitoire de six mois à compter de la signature du présent accord sera accordée durant laquelle leur traitement sera maintenu au même niveau. Au terme de cette période, l'indemnisation des personnels concernés sera ramenée aux dispositions prévues par le présent accord.

Les personnels recrutés postérieurement à la signature du présent accord ne sont pas concernés par cet article.

Art. 4.3 – Révision et dénonciation

Chaque partie signataire peut demander la révision totale ou partielle du présent accord, et le cas échéant de ces annexes ou avenants.

Toute demande de révision devra être portée, par lettre recommandée avec accusé de réception, à la connaissance des autres parties signataires et devra comporter l'indication des points dont la révision est demandée et les propositions formulées en remplacement.

Dans les mêmes conditions chaque partie signataire peut dénoncer en totalité ou de manière partielle le présent accord. Dans ce cas une négociation devra s'engager dans les conditions prévues à l'article 334-6 et suivants du CTNC.

ANNEXES

ANNEXE 1 – Grille indemnitaire des psychologues de l'éducation à la DDEC

| Grille de salaire des Maitres auxiliaires de 1ère catégorie de l'Education nationale | | |
|--|-----|----------------|
| Echelon | INM | Ancienneté |
| 8 | 507 | Jusqu'à la fin |
| 7 | 484 | 4 |
| 6 | 460 | 4 |
| 5 | 439 | 4 |
| 4 | 416 | 4 |
| 3 | 395 | 3 |
| 2 | 376 | 3 |
| 1 | 351 | 3 |

| Grille de salaire des Psychologues 2nd Degré classe normale | |
|---|-----|
| Echelon | INM |
| 8 | 557 |
| 7 | 519 |
| 6 | 492 |
| 5 | 476 |
| 4 | 461 |
| 3 | 448 |
| 2 | 441 |
| 1 | 390 |

| Indemnité complémentaire Psychologue de l'éducation à la DDEC |
|---|
| ICPSY |
| 50 |
| 35 |
| 32 |
| 37 |
| 45 |
| 53 |
| 65 |
| 39 |

La valeur du point d'INM est celle définie par arrêté du Président du Gouvernement, publié au JONC
Au 31/05/2023, la valeur de référence du point d'INM est fixé à 5623.23 (base 100)

Art. 4.4 – Formalité de dépôt

La DDEC procèdera auprès de la Direction du Travail et de l'Emploi au dépôt de l'accord dans sa version support papier signée des parties.

Nouméa, le 17/08/2023

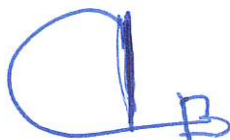
**La Directrice diocésaine
de l'Enseignement Catholique**



Karen CAZEAU

Pour le SYpSTEP

André BUFFIN



Pour le S.D.C.E.C.

Thierry KADOUKA



Pour le SEP – C.G.C.

Jordane LEFEBVRE



Pour l'U.S.T.K.E.

HONOREUR Jean Michel

